

*Questions orales*

La question que je pose au ministre est donc celle-ci: Le ministre va-t-il enfin dire exactement à la Chambre ce qui s'est passé en l'occurrence? Y avait-il des rapports de sécurité? Dans l'affirmative, où sont-ils?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame la Présidente, le député sait pertinemment, étant donné qu'on le lui dit depuis trois jours — et on n'a d'ailleurs pas besoin de le lui préciser — que tout le régime de réglementation provincial en matière de sécurité est mis en oeuvre par la province elle-même. L'enquête judiciaire cherchera à faire la lumière sur toutes ces questions.

• (1120)

Le rôle du gouvernement fédéral était très limité. Nous avons simplement garanti un prêt et nous nous sommes assurés d'obtenir de la banque des certificats de conformité; et les conseillers miniers indépendants nous ont confirmé ainsi mensuellement que la société se pliait aux lois provinciales. C'est là une chose que nous avons demandée et obtenue régulièrement pour nous assurer que les lois provinciales étaient respectées. Nous recevions ces certificats régulièrement.

**M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond-Est):** Madame la Présidente, mercredi et jeudi de cette semaine, le ministre a déclaré dans cette enceinte à plusieurs reprises, à 11 ou 12 occasions peut-être, que le gouvernement avait reçu des rapports indépendants au sujet de la sécurité par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Or, voilà maintenant qu'un cadre supérieur de la société en question a déclaré que son entreprise n'avait effectué aucune inspection de sécurité indépendante.

Pourquoi le ministre ne produit-il pas enfin tous les documents pertinents, afin que tous les députés et la population aient en main tous les renseignements voulus relativement à la sécurité à la mine de charbon Westray?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Nous avons précisé clairement que nous réunissions tous les documents et que nous allions les présenter à la Chambre et à la population. Cette documentation est volumineuse puisqu'elle couvre des milliers de pages. Cependant, les choses vont bon train, et nous allons soumettre tous ces documents sous peu.

**M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys):** Madame la Présidente, le ministre a déclaré à au moins sept reprises hier et à au moins sept reprises la veille que le gouvernement avait reçu «des rapports d'experts miniers indépendants concernant la sécurité à la mine Westray». Nous apprenons maintenant que le gouvernement n'a pas reçu ces rapports d'experts miniers indépendants.

Il a dit également: «Nous nous sommes régulièrement informés pour savoir si les clauses du contrat étaient respectées.» Il dit maintenant que le gouvernement ne l'a pas fait.

Il a affirmé que le gouvernement avait accordé une garantie d'emprunt de 85 millions sur la foi d'engagements à respecter les exigences en matières de sécurité. Nous constatons maintenant que le gouvernement ne s'est absolument pas soucié de la sécurité à la mine Westray.

Pourquoi le gouvernement a-t-il dit qu'il avait reçu des rapports d'experts miniers indépendants alors qu'il n'en a pas reçu? Et, plus répréhensible encore, pourquoi le gouvernement a-t-il essayé de donner l'impression qu'il les avait reçus alors qu'il ne les avait pas reçus?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Plus répréhensible encore, madame la Présidente, est l'allégation du député qui prétend que le gouvernement fédéral n'a pas reçu de certificats mensuels de conformité de la part d'experts miniers indépendants. Nous avons bel et bien reçu ces documents, et ils seront déposés à la Chambre en même temps que toute la documentation sur la question.

**M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys):** Madame la Présidente, le ministre n'a pas cessé de répéter qu'il s'agissait de rapports d'experts indépendants. Et voici ce que le ministre a dit hier, et je le cite encore une fois: «Le premier ministre a été très clair à ce sujet. En effet, il a déclaré que cette mine était régie par la réglementation provinciale en matière de santé et de sécurité.» Mais lorsqu'on a demandé au premier ministre à Washington si on avait soulevé auprès de lui la question de la sécurité, il a répondu: «Bien sûr que non».

Je voudrais que le ministre nous dise quelle est la version exacte, ou a-t-il fait erreur là-dessus également?